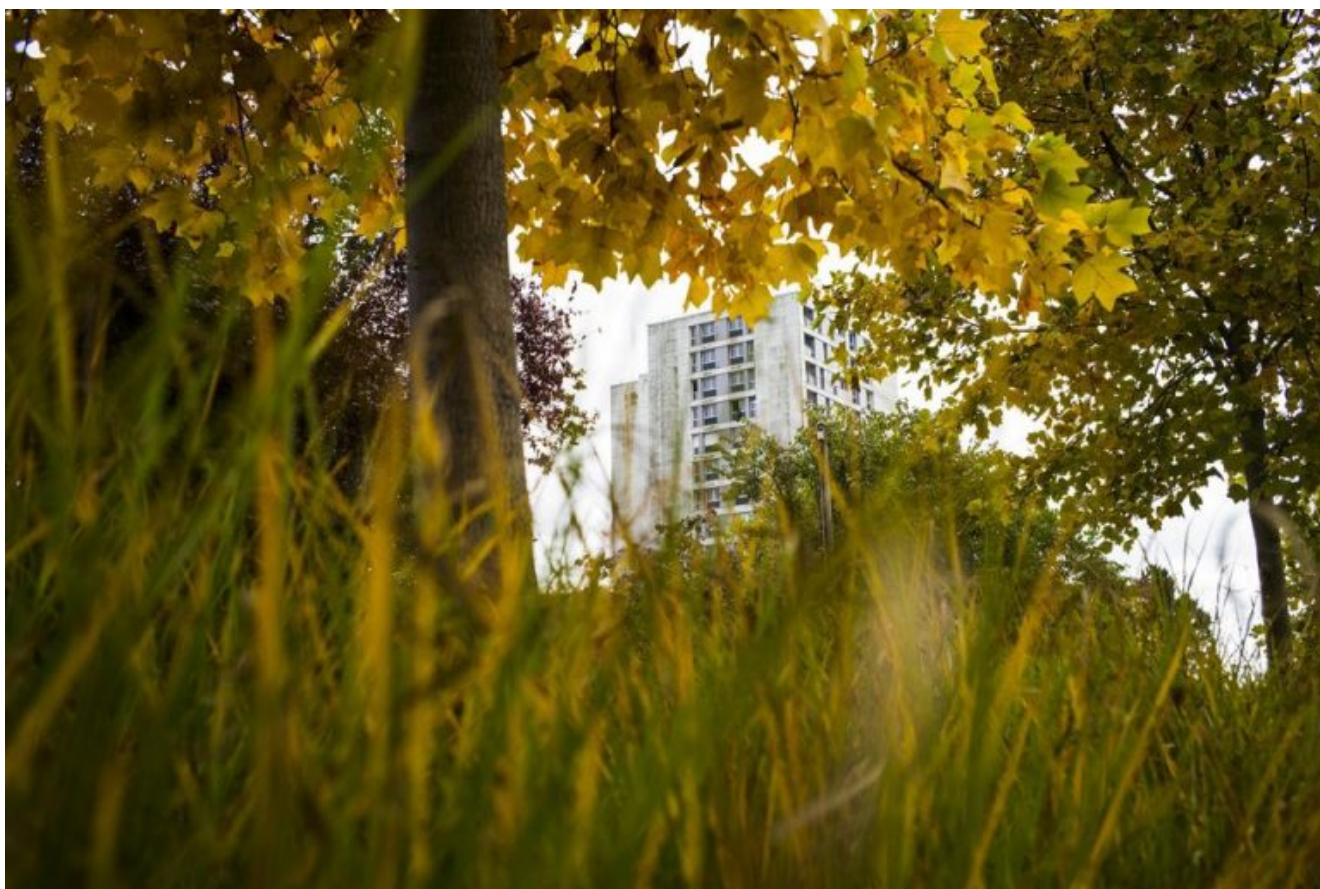


Libération accuse le théoricien de la “France périphérique” de se “radicaliser”

écrit par Yann Kempenich | 15 octobre 2018



L'accusation de “radicalisation” droitière ou laïque est à la mode à gauche et les médias comme Libération, peut-être pour trouver un pendant à la radicalisation islamiste, usent et abusent du terme avec délectation.

Il y aurait donc une droite *radicale*, une extrême-droite *radicalisée* et même, des intellectuels dont le discours est désormais *radicalisé*. Chez Libé, Mediapart ou au Monde, peu de choses suffit au *radicalisme* : se questionner sur les conséquences d'une immigration invasive, douter du réchauffement planétaire ou juste constater le paupérisme

grandissant des classes populaires et moyennes en France.

Pour ces médias, le radicalisme islamiste n'est qu'un petit désagrément dans l'islamisation douce et progressive du pays, le vrai danger se situant dans le populisme lépreux qui gangrène désormais l'Europe. Et certains intellectuels comme le géographe Christophe Guilluy, théoricien de la *France périphérique*, nourrissent la bête immonde par leurs écrits anxiogènes et *“une vision pessimiste des questions sociales et spatiales qui, par son succès médiatique, devient une prophétie autoréalisatrice”* ([Libération](#))

En cause, donc, son nouvel opus intitulé *[“No Society. La fin de la classe moyenne occidentale”](#)* dont Bruno Guillard, de [Boulevard Voltaire](#), nous fait le résumé :

Christophe Guilluy, le géographe qui a introduit la notion de France périphérique – et, par extension, d'Italie périphérique -, vient de publier un nouvel essai tout aussi passionnant que les précédents. Il est intitulé *No Society* ; ce titre fait référence à la petite phrase de la très libérale Margaret Thatcher qui avait dit « *There is no society* ». Elle voulait dire que la société n'existait pas et qu'il n'y avait que des individus, ce qui est parfaitement conforme au credo libéral.

La première partie de cet ouvrage est consacrée à la classe moyenne, laquelle, dans tous les pays occidentaux, voit sa situation se dégrader rapidement. Après ceux des classes populaires, ses revenus et ses perspectives d'avenir s'assombrissent. Les quatorze millions de retraités français qui se croyaient à l'abri du naufrage et qui, de ce fait, ont massivement voté pour Macron (à hauteur de 73 %) commencent, eux aussi, à se poser des questions (« *La précarisation des retraités est la dernière étape du processus d'effacement de la classe moyenne occidentale, son chant du cygne* »). Or, de cette classe moyenne dépendait la stabilité de notre société ; son basculement dans la précarité et l'appauvrissement (au profit de 5.000 personnes très riches auxquelles Macron a fait des cadeaux somptueux) va finir de la déstabiliser.

La bourgeoisie (la nouvelle, mais aussi l'ancienne) reproche en permanence aux classes populaires de se replier sur elles-mêmes mais « *l'open society est*

certainement la plus grande "fake news" de ces dernières décennies. En réalité, la société ouverte et mondialisée est bien celle du repli du monde d'en haut sur ses bastions, ses emplois, ses richesses... L'objectif est désormais de jouir des bienfaits de la mondialisation sans contraintes nationales, sociales, fiscales, culturelles... et peut-être demain, biologiques. » La bourgeoisie veut faire sécession pour vivre loin des « *déplorables* » (Hillary Clinton) ou des « *sans-dents* » (Hollande). La partition qui se profile n'est pas uniquement celle des musulmans (Hollande), elle est aussi celle des bourgeois (libéraux de droite ou de gauche, qui ont voté à hauteur de 90 % pour Macron). Des projets de sécession bourgeoise se sont fait jour à Londres après le référendum sur le Brexit et en Californie après l'élection de Trump (les « *gated communities* » pour riches existent depuis plusieurs décennies déjà). L'individualisme et l'égoïsme promus par l'idéologie libérale provoquent logiquement l'éclatement de nos sociétés et de nos nations.

Le multiculturalisme, qui est étroitement lié à l'idéologie libérale, se révèle être un véritable fléau qui détruit les liens sociaux et fragmente la société en communautés qui s'observent, se méfient les unes des autres et en viennent, de plus en plus fréquemment, à l'affrontement. Comme l'a observé Robert Putnam, dans les sociétés hétérogènes, la confiance s'affaisse et la vie démocratique aussi (abstention très élevée). Quant à Alesina et Glaeser, ils ont remarqué que, dans de telles sociétés, la solidarité sociale tend à disparaître.

Chose improbable et inattendue, les classes populaires ont élaboré sans bruit un « *soft power* » qu'elles opposent discrètement mais efficacement au discours des médias acquis à la cause de la bourgeoisie libérale. Ce « *soft power* » ne doit rien à un « *think tank* », c'est une autoproduction des classes maltraitées par les bénéficiaires de la mondialisation ; il diffuse (de bouche à oreille) un discours nationaliste, protectionniste, solidariste et conservateur (il s'agit de conserver une culture, un mode de vie et une sociabilité menacés par les projets de l'oligarchie libérale). Guilluy nous dit que ce « *soft power* » a gagné (75 % des Français rejettent l'immigration, la société multiculturelle, le sans-frontiérisme) et que, désormais, si la bourgeoisie continue à alimenter sa machine médiatique, celle-ci tourne à vide. Nous assistons, ainsi, au déploiement d'un processus de résistance culturelle endogène qui ne doit rien à des intellectuels et sur lequel les libéraux n'ont aucune prise, en dépit des moyens considérables mis en œuvre par tous les Soros de la planète. Pour notre auteur, il ne fait aucun doute que la vague

« populiste » est hors de contrôle ; les 25 % du haut sont désormais assiégés dans leurs citadelles métropolitaines.

<http://www.bvoltaire.fr/livre-no-society-de-christophe-guilluy/>

En effet, paradoxalement, nos grands médias de gauche ne s'opposent pas au libéralisme sans frein, à la mondialisation sans limites et au multiculturalisme anglo-saxon : à vrai dire, ils en sont partie prenante. Il est loin le temps du marxisme ennemi du lumpenprolétariat et du PC luttant contre l'immigration clandestine et musulmane...

“Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il est inadmissible de laisser entrer de nouveaux travailleurs immigrés en France alors que notre pays compte près de 2 millions de chômeurs français et immigrés.” Georges Marchais (1980)

“Le parti communiste d'Ile-et-Vilaine vient de s'opposer à la construction d'un centre islamique [...] Nous constatons [...] que ce n'est pas un centre culturel mais une mosquée et une école coranique [...] Le maire socialiste, Edmond Hervé, a donc pipé les dés...” PC du 35, années 80.

Dans un article du 14 octobre, intitulé “Peut-on débattre avec Christophe Guilluy ?”, le journaliste de Libération tente de décrédibiliser, non pas l'analyse du géographe, mais le géographe lui-même.

Premier crime de lèse-majesté : il a “la réputation de refuser les débats avec des universitaires ou les interviews dans certains journaux, comme Libé”. Mais qui souhaiterait se faire lyncher publiquement, à un contre 10, par une meute d'islamo-gauchistes ?

Seconde accroc : il “invite à ne pas écouter «les médias» et «le monde académique», dont le discours a pour seul

but de légitimer les dominants". En effet, douter de la parole et des saintes vérités si objectives et pluralistes de France Télévision, France Info, Libé et autres médias subventionnés n'est pas recommandé.

Troisième sentence, la plus grave : **"sa vision de la France et de la société correspond à celle de l'électorat du parti [de Marine Le Pen]"**. Et oui, les électeurs du Rassemblement National s'avèrent, justement, appartenir aux classes populaires et moyennes de la France périphérique ([Alternatives économiques](#)), abandonnées par la Gauche au profit des minorités, des islamistes et des bourgeois/écologes des grandes métropoles. Pourtant, précise Libé, *"ses premières tribunes furent publiées dans des journaux de gauche [...] dans les années 2000, et [...] il fut reçu à l'Élysée tant par Nicolas Sarkozy que par François Hollande. «Il a un fort prisme marxiste, avec la grande place donnée aux classes sociales, mais aussi une influence chevènementiste, avec un attachement à la souveraineté nationale.»*

Quatrième faute de goût : Christophe Guilluy n'a pas de doctorat, d'où le mépris des grands mandarins de l'université.

Seulement voilà, malgré un discours médiatisé, le géographe ne donne pas prise à ses opposants en refusant un "débat" biaisé d'avance. Laissant Libé et ses amis mouliner dans le vide en exigeant – c'est un comble – d'en finir *"avec les oppositions binaires entre dominants et dominés."*

Peut-on débattre avec Christophe Guilluy ?

Le géographe, théoricien de la «France périphérique», annonce dans son dernier essai la disparition de la classe moyenne occidentale. Celui qui avait ouvert une réflexion intéressante sur les inégalités de territoires a radicalisé son discours. Quitte à refuser toute controverse ?



Consultant et essayiste, Christophe Guilluy, géographe de formation, a la réputation de refuser les débats avec des universitaires ou les interviews dans certains journaux, comme *Libé*. Pourtant, il y a matière à discussion. Son dernier livre, *No Society* (Flammarion, 2018), élargit à l'Occident des réflexions auparavant centrées sur la France et explique que les classes moyennes ont disparu, créant des sociétés de plus en plus polarisées. D'un côté, Guilluy distingue des dominants vainqueurs de la mondialisation, volontairement retranchés à l'abri des grandes métropoles. De l'autre, l'ancienne classe moyenne blanche, appauvrie, se trouve selon lui reléguée dans les espaces ruraux et périurbains, ce que Guilluy englobe sous le terme «France périphérique» quand il ne s'intéresse qu'à l'Hexagone. Ces perdants de la mondialisation conserveraient toutefois un soft power dont on trouve la trace dans la victoire de Trump et des partis populistes européens, qui défendraient les sujets jusqu'ici négligés par les élites

: «Souverainisme, protectionnisme, préservation des services publics, refus des inégalités, régulation des flux migratoires, frontières, ces thématiques dessinent un commun, celui des classes populaires dans le monde», écrit-il.

A ses contradicteurs, Guilluy oppose une fin de non-recevoir. Il invite à ne pas écouter «les médias» et «le monde académique», dont le discours a pour seul but de légitimer les dominants. A plus forte raison s'ils tentent d'introduire de la nuance : *«Cette rhétorique [...] vise à mettre en avant la complexité pour mieux occulter le réel. Dans ce schéma, les classes populaires n'existent pas, la France périphérique non plus.»*

Certains tentent pourtant le débat contradictoire...

Suite

sur https://www.liberation.fr/debats/2018/10/14/peut-on-debattre-avec-christophe-guilluy_1685263

https://fr.wikipedia.org/wiki/Christophe_Guilluy

<https://editions.flammarion.com/Catalogue/hors-collection/documents-temoignages-et-essais-d-actualite/no-society>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/09/13/nouvelle-lutte-de-s-classes-entre-elites-mondialisees-et-laises-pour-compte-des-peripheries-declassees/>